

République de Guinée
Travail- Justice- Solidarité

**SECRETARIAT PERMANENT DE LA STRATEGIE DE REDUCTION
DE LA PAUVRETE**

RAPPORT DE MISSION

*Ateliers d'élaboration des stratégies régionales
de Kankan et de Kindia
(respectivement tenus les 2 et 15 septembre 2002)*

Présenté par l'équipe n*3 du Groupe Thématique « Communication et Culture » du SP/SRP

I- CADRE INSTITUTIONNEL

Conformément à l'ordre de mission N 122/CAB/MEF/2002 du 22 Août 2002, notre équipe (l'équipe C du groupe thématique Communication et culture) s'est rendue dans les régions administratives de Kankan et de Kindia en vue de la préparation sur le terrain des ateliers de formulation des stratégies régionales de réduction de la pauvreté.

A ce titre, l'équipe avait charge de couvrir au moins trois préfectures dans chaque région administrative, y compris le chef-lieu de la région.

Composée de messieurs Bandian TRAORE (chef de mission) et Amirou CONTE, l'équipe est partie de Conakry le 26 Août 2002.

II- OBJECTIF

En marge de la mise en œuvre de la Stratégie au niveau national, l'idée s'est récemment développée de formuler des stratégies régionales de réduction de la pauvreté dont la mise en œuvre impliquerait suffisamment les populations et les autorités locales des collectivités déconcentrées et décentralisées.

L'organisation des ateliers devrait donc permettre de définir des stratégies qui prennent en compte, dans la logique du DSRP, des programmes et projets spécifiques à chaque région, conformément à la carte nationale de la pauvreté.

L'équipe en arrivant dans chaque région devrait s'employer à :

- sensibiliser les autorités régionales et préfectorales, les populations sur le bien fondé des stratégies régionales ;
- aider au traitement des questionnaires expédiés dans chaque préfecture ;
- recueillir les réponses aux questionnaires en provenance des préfectures, en faire une synthèse qui présente les atouts de développement, les contraintes et les besoins de développement de la région ;
- organiser l'atelier proprement dit de formulation des stratégies ;
- participer, animer les travaux de groupes de l'atelier.

III- DEROULEMENT

La première étape de la mission a concerné la région administrative de Kankan dont l'atelier était prévu pour le 2 septembre 2002.

L'équipe a successivement travaillé à **Kouroussa** (le 28 Août), **Kankan** (le 29 Août), **Mandiana** (le 30 Août) et **Kankan** (le 31 Août).

A **Kouroussa**, elle a rencontré le Préfet entouré de son Secrétaire Général chargé des collectivités décentralisées et d'autres hauts cadres, notamment ceux impliqués dans le traitement du questionnaire concernant la préfecture.

La mission mettra à profit la rencontre pour faire les éclairages nécessaires sur l'organisation et les objectifs de l'atelier ainsi que sur le sens de certains points du questionnaire ; des éclairages qui permettront, sans doute, par la suite de qualifier le niveau de traitement du questionnaire.

S'agissant des participants statutaires à l'atelier de Kankan, les autorités avaient déjà pris les dispositions nécessaires pour leur mise en route à la date indiquée.

A Kankan, au niveau de la région, la mission a rencontré le Directeur et le Chef de Cabinet du gouvernorat, en l'absence de monsieur le Gouverneur.

A la suite de la présentation de la mission et de ses objectifs, le Directeur de Cabinet prendra la parole pour faire le point de la situation par rapport aux préparatifs de l'atelier. Il est apparu que les autorités régionales avaient une très bonne compréhension des objectifs de l'atelier mais aussi que toutes les dispositions nécessaires étaient prises pour le bon déroulement de l'atelier.

En fait, le cabinet du Gouvernorat s'était appuyé sur le responsable du SERACO et l'Inspecteur régional du Plan pour assurer les contacts et la coordination nécessaires avec les préfetures.

Ainsi, avec l'appui de ces deux cadres et surtout grâce à l'équipement radio du Seraco, la mission a pu entrer en contact avec toutes les préfetures de la région, s'assurant du coup, du sérieux que chacun mettait dans les préparatifs de l'atelier, en l'occurrence dans le traitement des questionnaires et dans la mobilisation des participants statutaires.

Si bien que notre visite aux autorités préfectorales de Kankan fut une simple formalité. C'est le Secrétaire général chargé des collectivités décentralisées entouré de certains de ses collaborateurs qui nous recevra à l'insu de monsieur le préfet, absent.

A Mandiana, nous serons reçus par le Préfet , le Secrétaire général chargé de l'administration et de nombreux cadres qui étaient notamment désignés pour travailler sur le questionnaire.

Ici, la mission a noté que le traitement du questionnaire avait à peine commencer alors qu'on était à 48 heures (un week-end) de la tenue de l'atelier à Kankan ; mais plus grave, c'est qu'à Mandiana et suite à une mauvaise réception du message radio, on pensait que l'atelier de Kankan était prévu pour le 9 septembre au lieu du 2 septembre .

Il a fallu immédiatement corriger cette situation ; la mission, avec l'appui du Préfet, a réuni tous les cadres impliqués dans le traitement du questionnaire et fait le travail avec eux sur plus de trois heures.

Revenue à **Kankan** dans la soirée, la mission se consacrera le lendemain aux questions pratiques liées à l'organisation de l'atelier : location de salle, pause café, couverture médiatique, communiqués radiodiffusés etc...

Enfin, elle profitera du week-end pour faire la synthèse des documents envoyés par les préfetures ; à noter qu'enfin de compte toutes les cinq préfetures avaient pu respecter le délai de dépôt des documents à la région.

L'atelier, comme prévu, se tiendra à Kankan le 2 septembre 2002 dans les optimales tant en terme de mobilisation qu'en terme de qualité d'organisation. Le quorum fut plus qu'atteint car sur 40 participants statutaires attendus, l'atelier enregistrera 43.

C'est Monsieur Abdel Kader SANGARE, Ministre de la Jeunesse, des Sports et de la Culture qui, en l'absence du Ministre de l'Economie et des Finances, présidera la cérémonie inaugurale de l'atelier.

La deuxième étape de la mission concernait la région administrative de Kindia.

La mission est arrivée à **Kindia** le mardi 3 septembre. Le lendemain, dans la matinée elle s'est rendue à la région pour un premier contact avec les autorités. Malheureusement, pour diverses raisons, ni le Gouverneur, ni le Directeur de Cabinet ni le Chef de Cabinet n'étaient présents sur les lieux.

La mission a cependant pu travailler avec le responsable du SERACO qui était chargé du dossier. Elle a agréablement noté que les dispositions étaient prises à tous les niveaux ; toutes les préfectures avaient été informées de la tenue de l'atelier et avaient reçu les questionnaires sur lesquels elles travaillaient activement.

Par la suite, nous avons examiné avec lui les questions pratiques liées à l'organisation de l'atelier : identification de la salle, sonorisation, pause café, couverture médiatique etc...

Après la région, la mission s'est rendue à la préfecture où elle a été reçue par le Préfet en compagnie de son Secrétaire Général chargé des collectivités décentralisées. Les chargés de mission mettront cette rencontre à profit pour expliquer les enjeux et les objectifs de l'atelier ; également, ils attireront l'attention de l'autorité sur la nécessité de mobiliser non seulement les participants statutaires identifiés au départ mais aussi les cadres de l'administration publique et les représentants de la société civile, afin que le débat à l'atelier soit le plus enrichissant possible.

Par la suite, les autorités nous assureront de leur totale disponibilité à faire en sorte que l'atelier de Kindia soit un exemple de réussite.

Les jours suivants, la mission se rendra successivement dans les préfectures de **Forécariah**, de **Dubréka**, de **Coyah** et de **Télimélé**. Partout, elle procèdera comme à Kindia ; elle donnera de larges explications sur la notion de stratégie régionale, s'impliquera parfois dans le traitement des questionnaires et insistera sur la qualité de la participation.

Apparemment, toutes les conditions étaient donc réunies pour la tenue de l'atelier le 9 septembre, comme prévu initialement. Seulement, au jour indiqué, si les participants ont majoritairement répondu à l'appel (34 participants statutaires sur 40 attendus) aucun responsable, aucune autorité tant au niveau régional que préfectoral n'était présente dans la salle. Par la suite, il s'averra que, pour diverses raisons, le Gouverneur, son Directeur de cabinet, le Chef de cabinet et le Préfet étaient tous en dehors de Kindia.

Le Ministre de l'Economie et des Finances devant cette situation déplorable se verra dans l'obligation de reporter la tenue de l'atelier pour une date ultérieure.

C'est finalement le samedi 15 septembre 2002 que l'atelier de Kindia pourra se tenir avec la présence effective de toutes les autorités de la région ; une fois de plus, les participants feront le déplacement et fait notable, seront suffisamment renforcés lors des travaux de groupe par l'ensemble de cadres de la préfecture et de la région.

IV- CONCLUSION

D'une manière générale, les ateliers se sont déroulés dans de bonnes conditions ; les objectifs de formulation de stratégies régionales ont été globalement atteints même si les documents-synthèses issus des travaux de groupe demandent à être approfondies et affinées.

De meilleurs résultats auraient certainement pu être obtenus si le niveau de participation avait été plus élargi à la conception des documents de travail; par exemple, sur les 43 participants statutaires de l'atelier de Kankan, on ne dénombrait qu'une dizaine de cadres de l'administration déconcentrée et/ou décentralisée relevant tous presque du secteur de l'Economie, des Finances et du Plan. Les cadres représentant les secteurs CDMT comme l'Education, la Santé, l'Agriculture, les infrastructures etc...qui auraient pu être plus pertinents dans les travaux de groupe n'ont malheureusement pas été associés, du moins, formellement. Ce qui fait que le document-synthèse de l'atelier de Kankan ressemble plus à orientation stratégique qu'à une véritable stratégie.

Heureusement que par la suite, à l'atelier de Kindia, on a pu corriger cette situation de niveau de participation.

Il est donc vivement recommandé de travailler sur les documents-synthèse issus des ateliers de les compléter, de les amender sur la base des informations documentaires disponibles notamment au Ministère de L'Economie et des Finances et dans les Départements CDMT.

Egalement, il convient de maintenir et de renforcer les actions de communication en direction tant des populations que des responsables locaux afin de susciter leur adhésion et leur implication effectives à l'élaboration et à la mise en œuvre des stratégies régionales.

Enfin, la dynamique engagée par rapport au renforcement des capacités des administrations déconcentrées et/ou décentralisées devrait être poursuivie de manière à bousculer les préjugés au niveau des derniers sceptiques.